

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

3 DÉCEMBRE 1990

PROJET DE LOI

**relatif aux représentants des jeunes
travailleurs au sein des conseils
d'entreprise et complétant les règles
relatives à la création de ces conseils
ainsi que des comités de sécurité,
d'hygiène et d'embellissement
des lieux de travail**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
AFFAIRES SOCIALES (1)

PAR
M. ANSOMS

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi au
cours de sa réunion du jeudi 29 novembre 1990.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Marc Olivier.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Ansoms, De Roo,
Marchand, Mme Nelis-Van
Liedekerke, M. Olivier (M.).
P.S. Mme Burgeon (C.), MM.
Daerden, Perdieu, Santkin,
Vancrombruggen.
S.P. Mme De Meyer, MM.
Sleeckx, Van der Sande.
P.V.V. MM. Devolder, Flamant,
Van Mechelen.
P.R.L. MM. Klein, Neven.
P.S.C. MM. Antoine, Charlier
(Ph.).
V.U. MM. Vangansbeke, Van
Grembergen.
Ecolo/ M. Geysels.
Agalev

B. — Suppléants :

MM. Bosmans (F.), Breyne, Mme
Leysen, MM. Vandebosch, Van
Hecke, Van Parys.
MM. Defosset, Gilles, Mme Jacobs,
M. Leroy, Mme Onkelinx, M. Walry.
MM. Beckers, Bossuyt, Hancké,
Peeters.
MM. Bril, De Groot, Deswaene, Van-
dermeulen.
MM. Bertouille, Dubois, Hazette,
M. Beaufays, Mme Corbisier-
Hagon, M. Hiance.
MM. Caudron, Coveliers, Lauwers.
M. Daras, Mme Vogels.

Voir :

- 1340 - 90 / 91 :

— N° 1 : Projet de loi.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

3 DECEMBER 1990

WETSONTWERP

**betreffende de vertegenwoordigers
van jonge werknemers in de
ondernemingsraden en tot aanvulling
van de regels omtrent de oprichting
van die raden en van de comités voor
veiligheid, gezondheid en verfraaiing
der werkplaatsen**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
SOCIALE ZAKEN (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER ANSOMS

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft onderhavig wetsontwerp be-
sproken tijdens haar vergadering van donderdag 29
november 1990.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Marc Olivier.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Ansoms, De Roo,
Marchand, Mevr. Nelis-Van
Liedekerke, H. Olivier (M.).
P.S. Mevr. Burgeon (C.), HH.
Daerden, Perdieu, Santkin,
Vancrombruggen.
S.P. Mevr. De Meyer, HH.
Sleeckx, Van der Sande.
P.V.V. HH. Devolder, Flamant,
Van Mechelen.
P.R.L. HH. Klein, Neven.
P.S.C. HH. Antoine, Charlier (Ph.).
V.U. HH. Vangansbeke, Van
Grembergen.
Ecolo/ H. Geysels.
Agalev

B. — Plaatsvervangers :

HH. Bosmans (F.), Breyne, Mevr.
Leysen, HH. Vandebosch, Van
Hecke, Van Parys.
HH. Defosset, Gilles, Mevr. Jacobs,
H. Leroy, Mevr. Onkelinx, H. Walry.
HH. Beckers, Bossuyt, Hancké,
Peeters.
HH. Bril, De Groot, Deswaene, Van-
dermeulen.
HH. Bertouille, Dubois, Hazette,
H. Beaufays, Mevr. Corbisier-
Hagon, H. Hiance.
HH. Caudron, Coveliers, Lauwers.
H. Daras, Mevr. Vogels.

Zie :

- 1340 - 90 / 91 :

— N° 1 : Wetsontwerp.

1. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Le projet de loi à l'examen contient deux mesures.

La première mesure vise à adapter la notion de jeune travailleur aux nouvelles réalités sociales.

L'évolution de la scolarité a fait que les jeunes entrent de plus en plus tard sur le marché du travail. Les « nouveaux » travailleurs, pour lesquels avait été créée une représentation distincte au sein des comités d'entreprise et des comités de sécurité et d'hygiène, sont dès lors de plus en plus âgés.

Il est dès lors proposé de porter de 21 ans à 25 ans l'âge limite pour être considéré comme jeune travailleur.

Grâce à la représentation des jeunes travailleurs, les problèmes spécifiques de ces travailleurs peuvent être abordés au sein des organes de participation. La limite d'âge étant actuellement fixée à 21 ans, seul un infime pourcentage de conseils d'entreprise et de comités de sécurité et d'hygiène comprennent encore une représentation distincte des jeunes travailleurs.

La seconde mesure tend à éviter les doubles comptages de travailleurs.

Actuellement, lorsqu'un travailleur est temporairement absent (maladie, vacances, interruption de carrière,...), il reste sous contrat de travail, et il est pris en compte pour le calcul de la moyenne des travailleurs occupés en fonction de laquelle il serait déterminé si une entreprise doit instituer (ou renouveler) un conseil ou un comité.

Par ailleurs, son remplaçant, également engagé par contrat de travail, comptera également pour le calcul de la moyenne des travailleurs occupés.

Ces deux travailleurs n'occupent en fait qu'un seul poste de travail.

Le projet à l'examen prévoit dès lors la possibilité de ne pas devoir tenir compte de ces remplaçants lors des comptages.

Le projet permet par contre de tenir compte de la présence d'autres travailleurs qui sont occupés dans l'entreprise sans être liés par un contrat de travail (par exemple, les travailleurs placés en formation professionnelle dans les entreprises par le FOREM ou le VDAB).

Ces modifications procèdent du souci de tenir compte de la situation réelle des travailleurs occupés dans l'entreprise.

Le Ministre espère que le projet de loi à l'examen pourra être adopté à bref délai, afin de pouvoir appliquer la nouvelle réglementation dès les élections sociales de juin 1991.

1. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

Onderhavig wetsontwerp bevat twee maatregelen.

De eerste maatregel strekt ertoe het begrip jonge werknemer aan te passen aan de gewijzigde maatschappelijke realiteit.

De evolutie van de schoolplichtige leeftijd heeft er immers toe geleid dat de intrede van de jongeren op de arbeidsmarkt later een aanvang neemt waardoor de « nieuwe » werknemers, voor dewelke een afzonderlijke vertegenwoordiging in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid en gezondheid in het leven werd geroepen, steeds ouder zijn.

Daarom wordt voorgesteld de leeftijdsgrens om als jonge werknemer te kunnen worden beschouwd, op te trekken van 21 tot 25 jaar.

De vertegenwoordiging van jonge werknemers laat toe de specifieke problemen van deze werknemers aan bod te laten komen in de diverse inspraakorganen. Met de huidige leeftijdsgrens van 21 jaar kennen slechts een laag percentage van de ondernemingsraden en comités voor veiligheid en gezondheid nog een aparte vertegenwoordiging van jonge werknemers.

De tweede maatregel strekt tot het vermijden van de dubbele tellingen van werknemers.

Wanneer thans een werknemer tijdelijk afwezig is (ziekte, vakantie, loopbaanonderbreking,...) blijft hij verbonden door een arbeidsovereenkomst, en wordt hij meegerekend voor de berekening van het gemiddelde van de in dienst zijnde werknemers, waardoor bepaald wordt of een onderneming een raad of een comité moet oprichten (of vernieuwen).

Zijn vervanger die tevens krachtens een arbeidsovereenkomst werd aangeworven, zal echter eveneens meegeteld worden voor de berekening van het gemiddelde van de tewerkgestelde werknemers.

Deze twee werknemers bezetten in feite slechts één betrekking.

In onderhavig wetsontwerp wordt derhalve de mogelijkheid voorzien om met die vervangers geen rekening te moeten houden.

Het ontwerp maakt het anderzijds mogelijk om rekening te houden met de aanwezigheid van andere werknemers die zonder gebonden te zijn door een arbeidsovereenkomst, in de onderneming tewerkgesteld zijn (bijvoorbeeld de werknemers, die in het kader van een beroepsopleiding door de FOREM of de VDAB in de ondernemingen werden geplaatst).

Deze wijzigingen vloeien voort uit de bekommernis de feitelijke situatie in aanmerking te nemen.

De Minister hoopt dat onderhavig wetsontwerp zo spoedig mogelijk kan worden goedgekeurd ten einde de nieuwe reglementering reeds te kunnen toepassen op de sociale verkiezingen van juni 1991.

II. — DISCUSSION

Plusieurs membres qualifient le projet de loi à l'examen d'initiative positive. La réglementation actuelle n'a pas suivi l'évolution sociale. C'est pourquoi la représentation des jeunes dans les organes de participation a fortement diminué depuis les dernières élections sociales de 1987. Il se justifie donc parfaitement de relever la limite d'âge.

Un membre demande si la modification proposée implique qu'un travailleur qui remplace temporairement un membre du personnel absent (par exemple, une travailleuse en congé de maternité) ne sera pas pris en compte pour calculer l'effectif moyen de cette entreprise.

Le Ministre répond par l'affirmative. Le projet de loi à l'examen vise à établir la base juridique permettant d'éviter des doubles comptages.

Un membre est d'accord sur le principe que les doubles comptages doivent être évités, mais il demande à cet égard si les travailleurs qui remplacent temporairement des membres du personnel absents — et qui ne sont donc pas pris en compte pour le calcul du nombre moyen de travailleurs occupés — peuvent être candidats aux élections sociales et participer au vote.

L'intervenant estime qu'il serait logique qu'un remplaçant qui reste assez longtemps dans une entreprise (par exemple, parce qu'il remplace un travailleur en interruption de carrière) ait la possibilité de participer aux élections et de se porter candidat. Il convient par ailleurs, dans de nombreuses entreprises, de tenir compte également des nouveaux régimes de travail flexibles (travail temporaire, intérimaire...).

Le Ministre répond que des avis complémentaires doivent encore être demandés concernant la détermination des catégories des travailleurs qui remplacent temporairement des travailleurs, afin de résoudre ce problème au mieux. Il espère pouvoir fournir les éclaircissements requis sur ce point du projet en séance plénière.

Sans anticiper sur la décision qui sera prise, le Ministre souligne qu'il n'entre pas dans ses intentions d'exclure tous les travailleurs remplaçants.

Les articles 1^{er} et 3 prévoient en effet que le Roi peut exclure certaines catégories de travailleurs qui remplacent temporairement des travailleurs de l'entreprise.

Une distinction pourrait donc être faite entre, par exemple, un travailleur qui remplace un membre du personnel en congé de maternité et un travailleur qui remplace un membre du personnel bénéficiant d'une interruption de carrière.

Il faudra trouver une solution qui corresponde au mieux à la réalité et qui tienne compte du bon fonctionnement des structures de concertation au sein de l'entreprise.

II. — BESPREKING

Verscheidene leden bestempelen onderhavig wetsontwerp als positief. De huidige reglementering beantwoordt niet meer aan de gewijzigde maatschappelijke context. Hierdoor is de vertegenwoordiging van jongeren in de inspraakorganen sedert de vorige sociale verkiezingen van 1987 fors verminderd. De verhoging van de leeftijdsgrens is dan ook logisch en ten volle verantwoord.

Een lid vraagt of de voorgestelde wijziging inhoudt dat een werknemer die een afwezig personeelslid (bijvoorbeeld een werknemster met bevallingsverlof) tijdelijk vervangt niet zal meegeteld worden bij de berekening van de gemiddelde personeelssterkte van die onderneming.

De Minister antwoordt bevestigend. Onderhavig wetsontwerp wenst de juridische basis te creëren om dubbele tellingen te kunnen voorkomen.

Een lid kan zich akkoord verklaren met het principe dat dubbele tellingen moeten worden vermeden. Maar hierbij wenst hij de vraag te stellen of de werknemers die tijdelijk afwezige personeelsleden vervangen — en die dus niet meegeteld worden bij de berekening van het gemiddelde van de in dienst zijnde werknemers — voor de sociale verkiezingen kandidaat kunnen zijn en stemrecht kunnen hebben?

Volgens spreker is het logisch dat een vervanger die vrij lang aanwezig blijft in de onderneming (bijvoorbeeld een werknemer die een loopbaanonderbreker vervangt) de kans krijgt deel te nemen aan de verkiezingen en zich kandidaat te stellen.

In heel wat ondernemingen moet trouwens ook rekening worden gehouden met de nieuwe systemen van flexibele arbeid (tijdelijke arbeid, uitzendarbeid,...).

De Minister antwoordt dat er nog bijkomende adviezen moeten worden ingewonnen met betrekking tot het vaststellen van de categorieën van werknemers die werknemers tijdelijk vervangen ten einde aan dit probleem de best mogelijke oplossing te geven. Hij hoopt dat op het ogenblik van de bespreking van dit wetsontwerp in plenaire vergadering over dit punt duidelijkheid kan worden verstrekt.

Zonder vooruit te lopen op de later te nemen beslissing, wenst de Minister aan te stippen dat het niet de bedoeling is alle vervangers uit te sluiten.

In de artikelen 1 en 3 van het ontwerp wordt immers bepaald dat de Koning « bepaalde categorieën van werknemers, die werknemers van de onderneming tijdelijk vervangen, kan uitsluiten. »

Er zou dus bijvoorbeeld een onderscheid kunnen gemaakt worden tussen een werknemer die een personeelslid met zwangerschapsverlof vervangt en een werknemer die wordt tewerkgesteld ter vervanging van een personeelslid met loopbaanonderbreking.

Er zal naar een oplossing worden gezocht die het meest aansluit bij de feitelijkheid en rekening houdt met de goede werking van de overlegstructuren in de onderneming.

Ceci n'empêche pas que le titulaire ainsi que le remplaçant puissent participer aux élections sociale soit en tant qu'électeur soit en tant que candidat, à condition qu'ils remplissent les conditions d'ancienneté requises.

Le président renvoie à la page 2, dernier alinéa, de l'Exposé des motifs (Doc. n° 1340/1), où il est précisé que la notion de travailleurs peut être étendue « à des personnes qui prestent un travail dans des conditions similaires comme, par exemple, les travailleurs placés en formation professionnelle dans les entreprises par le FOREM ou le VDAB ». Le Ministre songe-t-il encore à d'autres catégories?

Le Ministre répond qu'il n'est pas exclu que cette notion puisse s'étendre également à d'autres catégories.

Un membre se demande si, dans quelque temps, certains ne vont pas réclamer une représentation séparée des travailleurs âgés au sein des conseils d'entreprise et des comités de sécurité et d'hygiène. Une telle séparation ne serait pas souhaitable.

Le Ministre répond qu'il est généralement admis que les jeunes travailleurs doivent bénéficier d'une représentation distincte au sein de l'entreprise. Les problèmes spécifiques que rencontrent les nouveaux travailleurs doivent pouvoir être abordés. Mais il n'entre nullement dans ses intentions d'instaurer des représentations séparées pour d'autres catégories de personnel (les femmes, les travailleurs âgés, ...).

*
* *

Les articles et l'ensemble du projet de loi sont adoptés par 12 voix et 2 abstentions.

Le Rapporteur,

J. ANSOMS

Le Président,

M. OLIVIER

Dit alles neemt niet weg dat zowel de titularis als de vervanger kunnen deelnemen aan de sociale verkiezingen hetzij als kiezer hetzij als kandidaat op voorwaarde dat zij voldoen aan de vereiste anciënniteitsvereisten.

De Voorzitter verwijst naar de Memorie van Toelichting blz. 2, laatste lid (Stuk n° 1340/1) waarin wordt gestipuleerd dat het begrip werknemers uitgebreid kan worden « tot personen, die arbeid verrichten onder gelijksoortige voorwaarden, zoals bijvoorbeeld de werknemers, die in het kader van een beroepsopleiding door de FOREM of de VDAB in de ondernemingen werden geplaatst ». Denkt de Minister nog aan andere categorieën?

Volgens *de Minister* is het niet uitgesloten dat ook andere categorieën in aanmerking komen.

Een lid vraagt of er in de toekomst geen stemmen zullen opgaan voor een aparte vertegenwoordiging van oudere werknemers in de ondernemingsraden en comités voor veiligheid en gezondheid. Dergelijke splitsing zou niet wenselijk zijn.

De Minister antwoordt dat algemeen wordt aanvaard dat jonge werknemers een afzonderlijke vertegenwoordiging hebben. De specifieke problematiek van de nieuwe werknemers moet voldoende aan bod kunnen komen. Maar het is niet de bedoeling aparte vertegenwoordigingen in te voeren voor andere personeelscategorieën (vrouwen, ouderen ...).

*
* *

De artikelen en het gehele wetsontwerp worden aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

De Rapporteur,

J. ANSOMS

De Voorzitter,

M. OLIVIER

ERRATUM

Art. 2

Lire le début de l'article comme suit : « L'article 16, dernier alinéa, de la même loi, modifié par la loi du 23 janvier 1975, est ... ».

ERRATUM

Art. 2

De aanhef van dit artikel leze men als volgt : « Artikel 16, laatste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 23 januari 1975, wordt ... »